

R2: Contre la guerre, pour la paix et la solidarité internationale !

Résolution du Comité directeur à l'attention de l'Assemblée des délégué-es de la JS Suisse du 30 avril 2022 à La Roche (FR)

Dans la nuit du 24 février, l'invasion de l'État souverain ukrainien par les troupes russes a changé la perception que l'Europe avait d'elle-même, et sa conviction d'être dans une période d'après-guerre. Depuis, le monde reçoit des images de villes bombardées, de massacres de civils, et de personnes en fuite, à qui leur domicile n'offre plus aucune sécurité.

Ces événements terribles ont insufflé une nouvelle vie au mouvement pacifiste européen et ont donné lieu à un vaste mouvement de solidarité avec les réfugié-es ukrainien-es. Si une telle solidarité fait plaisir à voir, elle révèle aussi le racisme profondément ancré dans notre société, qui bloque la solidarité et la compassion avec d'autres réfugié-es.

La guerre a également remis sur le devant de la scène les liens condamnables que la Suisse entretient depuis longtemps avec des oligarques russes et des entreprises de matières premières. Ces dernières années, les partis de droite ont fait de la Suisse un paradis pour les affaires russes douteuses et un havre de paix pour les oligarques russes. C'est ainsi qu'aujourd'hui, l'argent de nombreux-ses oligarques russes est caché en Suisse, et que près de 80% du commerce russe de matières premières passe par la Suisse. La Suisse porte donc une énorme responsabilité politico-économique dans la guerre en Ukraine. Et pourtant, aucune rupture avec la politique d'accommodement des oligarques n'est au programme. Alors que la communauté Européenne a décidé de sanctions contre les député-es du Kremlin et les oligarques, la Suisse a criminellement retardé l'adoption de ces sanctions, et ne les applique toujours pas efficacement aujourd'hui.

Les partis bourgeois, et particulièrement l'UDC, se réfugient derrière l'argument de la neutralité suisse pour continuer à profiter de bonnes relations avec les oligarques russes. Il est pourtant clair que la neutralité, ce n'est pas l'indifférence face aux violations des droits humains, mais un engagement impartial en faveur des droits fondamentaux de tous les êtres humains.

Les partis bourgeois exploitent le choc suscité par la guerre pour faire avancer leurs plans de réarmement. C'est une dangereuse erreur. Si l'histoire nous a bien appris une chose, c'est que le réarmement et les courses à l'armement ne conduisent pas à la paix. La JS Suisse condamne les agissements de la droite, qui accorde plus d'importance aux profits de sa clientèle et à ses propres désirs de réarmement qu'à la lutte contre la guerre et à la solidarité inconditionnelle avec toutes ses victimes.

Pour que la Suisse cesse de se faire complice des bellicistes du monde entier et devienne pionnière dans la lutte pour un monde pacifique et plus sûr, il faudra des changements conséquents. La politique de sécurité ne doit plus rester limitée au carcan étroit de la défense nationale militaire. Nous avons besoin d'un désarmement coordonné au niveau international et d'une nouvelle architecture de sécurité européenne, qui ne repose pas sur des blocs d'alliance mais sur des traités

internationaux et sur l'ONU et l'OSCE. Si l'on veut une paix à long terme, ce n'est pas dans les chars et les avions de combat qu'on doit investir, mais dans des projets de promotion de la paix et une redistribution des richesses sociales aux 99%. La justice sociale à l'échelle mondiale est la meilleure protection à long terme contre la propagande pro-guerre partisane et les bellicistes qui exploitent la détresse humaine pour leur propre intérêt. La Suisse, en tant que plaque tournante de la finance et des matières premières, et en tant que paradis fiscal, porte là-dedans une grande responsabilité. Pour pouvoir réellement l'assumer, elle doit faire la lumière sur l'opacité de sa place financière, lever entièrement le secret bancaire et contraindre les entreprises à révéler leurs structures de propriété. On a pu le constater ces dernières semaines, durant lesquelles on a à peine pu commencer à démêler les implications de la Suisse avec le régime de Poutine.

La JS exige en outre la prise immédiate des mesures économiques suivantes :

- La mise en place d'une Task force pour traquer les avoirs des oligarques russes
- Un renforcement des sanctions contre les élites russes. Les avoirs des oligarques doivent non seulement être gelés, mais progressivement expropriés. Les avoirs confisqués devront être affectés à la reconstruction de l'Ukraine.
- Un arrêt des importations de pétrole et de gaz en provenance de Russie. LA Suisse doit cesser d'alimenter les caisses du Kremlin. Afin d'éviter une crise de l'approvisionnement énergétique, il faut accélérer massivement le développement des énergies renouvelables. En parallèle, il faut mettre en place des mesures de soutiens pour les locataires dont les frais de chauffage augmenteront en raison de l'embargo sur le pétrole et le gaz.

En ce sens, il est également clair que la JS rejette toute sanction visant la population civile en Russie. Les Russes, qui souffrent également du régime de Poutine, n'ont pas à payer pour la guerre actuelle. Notre solidarité ne vise pas un État-nation, mais bien toutes les personnes touchées par la guerre en Ukraine, par d'autres conflits armés ou par la misère économique.

Recommandation du Comité directeur : accepter